

A un moindre degré que la Grande-Bretagne d'autres pays contribuent aussi à notre développement national—soit avec leur argent, soit avec les émigrants qu'ils nous fournissent. Les placements faits par les capitalistes des Etats-Unis, particulièrement, s'accroissent de plus en plus, et je constate, d'après le "Monetary Times", de Toronto, que ces placements dans les industries canadiennes se sont accrus de \$279,075,000—qu'ils avaient atteints en 1909—à \$636,903,952. en 1913. Je remarque aussi dans les autres affaires, en Canada, un état de choses satisfaisant, et la prudence exercée par les hommes d'affaires permettra, avant longtemps d'appliquer de nouvelles sommes considérables au développement général du pays. Bientôt, la faible dépression commerciale qui se fait sentir, sera une chose du passé, et le Canada reprendra toute son activité pour continuer à développer ses immenses ressources naturelles.

Je citerai les paroles prononcées par M. H. V. Meredith, président de la Banque de Montréal, à une assemblée d'actionnaires de cette banque, tenue, le 9 décembre dernier.

Il s'est exprimé comme suit:

La situation commerciale du Canada est entièrement saine. Les affaires en général continuent d'être bonnes. Nos immenses ressources naturelles ont à peine été entamées. L'immigration est considérable; la construction des chemins de fer est active; de nouveaux territoires sont ouverts; de nouvelles sources de richesses sont exploitées. La confiance qu'inspire notre pays aux capitalistes anglais et étrangers ne se relâche pas. Une suspension temporaire du mouvement progressif ne peut que préparer le Canada à remettre en mouvement tous ses moyens d'action.

Un autre fait qui a contribué à la prospérité du Canada, et auquel le discours du trône fait des plus judicieusement allusion, est le développement de la production agricole. La valeur de la moisson de 1912, du Canada, a été officiellement estimée à \$511,951,000; celle de 1913, à \$552,771,000. Sous le rapport des prix, de la qualité du grain moissonné, et les conditions dans lesquelles la moisson s'est opérée, celle-ci a surpassé en valeur celle des années précédentes. Cette production agricole de 1913 a beaucoup contribué à améliorer la situation financière vers la fin de la dernière année. L'Ouest a pu, probablement, retirer \$100,000,000 sur sa récolte de 1913, et cette somme sera accrue par la vente du grain qui se trouve encore emmagasiné et non vendu.

J'ai été très intéressé en constatant les chiffres élevés représentant la valeur de la production des ressources naturelles du Canada.

L'état suivant donne une estimation faite pour l'année 1913:

Agriculture.	\$ 550,000,000
Industries.	1,500,000,000
Produits forestiers	70,000,000
Pêcheries.	34,000,000
Minéraux.	140,000,000
Animaux et leurs produits.	200,000,000
Total.	\$2,594,000,000

Cette production si considérable ne représente, cependant, que les résultats de ce qui peut être considéré comme un premier pas, un simple début qui n'approche aucunement les possibilités du Canada.

Le développement de notre pays dépend de divers facteurs et de diverses conditions. Il est certain que les capitaux anglais continueront d'affluer tous les ans, au Canada. Le crédit canadien doit s'affermir à l'étranger par une rigoureuse honnêteté dans l'expédition de nos produits, et notre crédit requiert aussi que nos compagnies industrielles présentent sur le marché étranger des projets sérieux. Notre pays requiert également une culture mixte dans l'Ouest et une amélioration de l'éducation agricole dans l'Est.

L'état indiquant nos productions en 1913—que je viens de donner—accuse un progrès réel, en dépit de la légère dépression qui s'est fait sentir et du pessimisme de quelques-uns. La balance des comptes entre banquiers, qui était de \$3,264,849,908, en 1912, a été de \$3,279,628,632, en 1913. Cette différence ne constitue pas une grande augmentation; mais elle est très satisfaisante, par rapport aux conditions dans lesquelles se sont trouvées les banques. Les dépôts reçus par celles-ci, et considérés comme un baromètre des conditions financières du pays, s'élevaient en totalité à \$895,706,276 dans le mois de décembre 1910; puis à \$1,006,698,560 dans le mois de décembre de 1911; puis à \$1,099,468,691 dans le mois de décembre 1912, et à \$1,117,612,205 en novembre 1913—le chiffre des dépôts du mois de décembre 1913 n'était pas encore reçu. Cette statistique fait voir que la situation économique et financière de notre peuple s'est maintenue ferme même pendant une année de dépression.

C'est avec un grand à propos que le discours du trône nous signale l'immigration que nous avons reçue. Rien n'importe plus